



*Traduit de l'anglais
Service linguistique, COE*

L'Eglise est séropositive ... la pauvreté détruit

Observations concernant le Sommet africain des chefs d'Eglises sur le VIH/sida et le NEPAD, Nairobi, 7 - 10 juin 2004 par Christoph E. Mann

C'est à dessein que les organisateurs du Sommet des chefs d'Eglises ont choisi un titre à double sens: oui, l'Eglise est séropositive parce qu'elle fait partie de la population et oui, l'Eglise veut abolir la stigmatisation et la discrimination et montrer comment s'attaquer de manière positive au problème du VIH/sida.

Au cours de la conférence, il est apparu clairement que le comité d'organisation n'avait pas été le seul à avoir cette idée et qu'elle était partagée par les participants. Compte tenu du fait qu'on n'avait jamais rassemblé autant de chefs d'Eglises pour parler du VIH/sida – ils ne pouvaient pas se faire remplacer par des suppléants –, leur nombre suffisait à montrer combien les Eglises africaines prennent cette épidémie au sérieux.

En général, les débats ont été réfléchis, approfondis, ouverts et inspirés par l'engagement des orateurs dans la lutte. Certains aspects n'avaient encore jamais été soulevés et discutés à ce niveau. Par exemple: dans quelle mesure le comportement des responsables d'Eglises a-t-il changé? Pourquoi la plupart des ecclésiastiques touchés par le VIH n'osent-ils pas le reconnaître? Comment réagir aux problèmes que posent les rapports sexuels entre personnes de générations différentes? Si ces questions peuvent également être soulevées au sein des paroisses au lieu d'être discutées uniquement par les responsables d'Eglises, les mesures positives prises par les Eglises ne pourront que se multiplier.

Tout sommet se doit d'adopter une déclaration. Là aussi, les chefs d'Eglises ont innové. Premièrement, leur déclaration ne part pas de zéro pour se borner à réaffirmer des faits connus et définir les objectifs souhaitables, comme tant d'autres l'ont fait auparavant. Elle commence par réaffirmer les engagements en faveur des documents fondamentaux existants, à savoir le

Pacte sur le VIH/sida de la CETA, adopté à Yaoundé en 2003, et le Plan œcuménique d'action de Nairobi, de 2001, qui a servi de base à l'Initiative œcuménique de lutte contre le VIH/sida en Afrique (EHAIA).

Deuxièmement, la déclaration formule des propositions concrètes en vue de mettre en œuvre les conclusions et engagements contenus dans des documents antérieurs. En voici quelques exemples:

- Le dernier dimanche de novembre sera une journée de jeûne et de prière pour que cessent rapidement la stigmatisation et la discrimination, le refus d'agir et les mauvais choix face au VIH/sida.
- Les participants se sont engagés à encourager la participation active de leurs Eglises au programme 3 x 5 de l'OMS (faire bénéficier 3 millions de personnes du traitement aux antirétroviraux (ARV) d'ici à 2005).
- Ils ont promis de remédier à l'insuffisance de leurs systèmes sanitaires, notamment en intervenant auprès des gouvernements pour faire reconnaître leur contribution ou pour les faire admettre dans les conseils nationaux sur le sida et dans les instances chargées de coordonner les activités du Fonds mondial.

Troisièmement, la déclaration réitère l'engagement au sein des communautés, c'est-à-dire là où les gens vivent et souffrent. Les chefs d'Eglises veulent que les communautés deviennent des centres de soutien spirituel et matériel réciproque, de connaissances, de défense et de ressources.

Le sommet s'est aussi distingué en approuvant le plan de la CETA visant à intégrer dans le processus le niveau suivant des responsables d'Eglises, celui des secrétaires généraux ou responsables administratifs: il est prévu d'organiser 4 conférences régionales d'ici la fin de 2004. En effet, les responsables administratifs ne prennent jamais part aux discussions de principes, alors qu'on attend d'eux qu'ils trouvent les fonds et assurent la mise en œuvre des décisions. (En général, le personnel et les groupes de référence de l'EHAIA rencontrent les évêques et les personnes qui participent à la lutte

contre le sida, mais rarement le secrétaire général d'une Eglise. Si on néglige le niveau administratif, il n'est pas étonnant que les programmes ne soient pas mis en œuvre et gérés aussi efficacement que nous l'aimerions!)

Les deux journées de débats sur le VIH/sida ont été suivies d'une journée consacrée au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Du point de vue de l'EHAIA, ce sommet a permis aux responsables des Eglises africaines de faire un grand pas en avant en matière de lutte contre le VIH/sida. Il faut espérer que la ferme volonté d'agir qui s'est manifestée se répercutera au niveau de la communauté, comme cela est prévu.

On peut obtenir auprès de la CETA le rapport complet consacré à cette réunion.

Conférence lusophone sur le VIH/sida

Luanda, 24 – 26 mai 2004

Dr Sue Parry, coordinatrice régionale pour l'Afrique australe

Une Conférence sur le VIH/sida destinée aux pays de langue portugaise s'est tenue à Luanda, Angola, du 24 au 26 mai 2004. Elle a réuni des représentants de tous les grands pays lusophones d'Afrique – Angola, Mozambique, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Saô Tomé et Príncipe – ainsi que du Portugal et du Brésil. Les participant(e)s représentaient les personnes directement concernées et les organisations d'inspiration religieuse qui jouent un rôle déterminant dans les programmes de soins et de conseils et disposent de nombreuses ressources encore non exploitées qui permettraient de s'attaquer sérieusement aux causes fondamentales de cette pandémie.

La Conférence était accueillie par l'EHAIA et Caritas, avec la collaboration du Conseil chrétien d'Angola et de la Commission médicale chrétienne qui coordonnaient la manifestation du côté angolais. Les ressources financières ont été fournies principalement par l'EHAIA et le COE, avec la participation d'ICCO, de Church World Service (CWS), de Norwegian Church Aid et de Christian Aid. L'Eglise catholique romaine du Mozambique a payé le voyage en avion de ses délégués, tandis que Caritas finançait le déplacement des Angolais.

La Conférence lusophone a constitué un événement historique: pour la première fois, les représentants venus des pays mentionnés plus haut se sont rencontrés pour s'attaquer aux problèmes du VIH et du sida.

Cette rencontre avait été organisée pour répondre à un appel des pays africains de langue portugaise qui avaient le sentiment d'être laissés de côté par les pays anglophones et francophones lors des grandes réunions sur le VIH/sida et en ce qui concerne les documents et ressources disponibles.

On a choisi l'Angola parce que, bien que le taux de séropositivité y soit actuellement bas, le pays vient de sortir de plus de 30 années de conflits et que ces derniers suscitent et perpétuent les conditions de vie et les violations des droits de la personne permettant le développement de l'épidémie de VIH/sida. A cela s'ajoute qu'on s'attend à ce qu'un grand nombre de réfugiés rentrent en Angola, venant de pays où le taux de séropositivité est élevé. En outre, le VIH/sida est lui-même source de conflits. Il y a donc beaucoup à apprendre des pays qui ont connu des situations de ce genre et sont fortement touchés par le VIH/sida.

Dans un grand nombre de ces pays, le sort des orphelins et autres enfants vulnérables suscite de graves préoccupations, et rares sont ceux qui sont en mesure de répondre de manière attentive, spécifique et durable aux besoins de ces enfants pour leur donner les moyens de se tirer d'affaire et leur permettre d'espérer en l'avenir.

Comme le VIH/sida touche tous les secteurs de la société, notre souci est de renforcer la collaboration pour affronter cette épidémie, ce qui doit être fait avec efficacité et sans tarder. C'est pourquoi, lors de la Conférence, on a essayé de mettre l'accent sur ces questions et de motiver les participants.

Concrètement, l'objectif de la Conférence consistait donc à faire prendre conscience de ces situations aux représentants des divers pays, à échanger les expériences positives et à constituer à l'intérieur des pays et entre eux des réseaux d'organisations d'inspiration religieuse préoccupées par le VIH/sida.

On avait invité entre 6 et 10 personnes par pays, afin de rendre les activités de suivi plus faciles qu'elles ne l'auraient été avec seulement une ou deux personnes. En vue de la sélection des participants, on avait créé dans chaque pays de petits réseaux de personnes concernées qui se sont rencontrées pour examiner qui représenterait le mieux leur pays. Certaines d'entre elles ont eu ainsi pour la première fois l'occasion de rencontrer des représentants d'autres confessions et des responsables de programmes sur le VIH/sida dans leur propre pays. L'atmosphère était marquée par de grandes attentes et un vif désir de s'engager, ce qui a suscité une participation animée.

Certains pays ont délégué un(e) représentant(e) de leur Commission nationale du sida ou de leur ministère concerné; ces personnes ont pu fournir de nombreux renseignements sur la situation dans leur pays, en même temps qu'elles renforçaient leur collaboration avec les organisations d'inspiration religieuse. La délégation du Mozambique était particulièrement impressionnante, avec des représentants du Conseil national du sida, du Conseil chrétien, du Réseau sida chrétien, du Réseau sida interreligieux (dirigé par le musulman Mohammed de Costa Ali), du Cercle des théologiens africains préoccupés par le sida, de la Conférence mondiale des religions pour la paix, d'un journaliste et du directeur de Justa Pax. La diversité de leurs expé-

riences et leur profond engagement ont favorisé la qualité des débats et des recommandations qui en sont issues.

En préparation à la Conférence, un service œcuménique a été célébré en l'église méthodiste de Luanda dans l'après-midi du dimanche 23 mai. Agrémenté de splendides chœurs de diverses dénominations et de la fanfare de l'Armée du salut, il a permis aux Angolais de faire la démonstration de leurs talents musicaux. De nombreux chants et cantiques avaient été composés spécialement pour évoquer des situations liées au VIH/sida: isolement, conflits, compassion et solidarité. Le pasteur Matsolo, du Mozambique, a présidé ce service, qui a constitué une excellente introduction à la Conférence.

Les discussions proprement dites ont commencé le matin suivant, en présence de 98 participants et de plusieurs personnalités invitées.

Le pasteur Luis Nguimbi, du CICA, a souhaité la bienvenue aux personnes présentes avant d'introduire le thème de la Conférence et sa raison d'être: *«Le moment est venu pour les pays lusophones de se manifester. Cette rencontre veut corriger l'image défavorable qui est la nôtre lors des réunions internationales. Nous devons faire reconnaître notre droit à notre propre espace, mais cet espace ne nous sera pas offert sur un plateau d'argent: nous devons le conquérir. Cette conquête résultera de notre engagement, de nos orientations et de notre travail inlassable.»*

Les trois journées étaient consacrées à différents thèmes, approfondis dans le travail en groupes. Les recommandations issues des discussions ont été formulées dans la «Déclaration de Luanda» (voir encadré), remise à la presse au cours de la cérémonie de clôture.

Chaque matin, les discussions étaient précédées d'un moment de réflexion destiné à inspirer le travail par une citation biblique en forme d'interpellation.

La *première journée* était consacrée aux rapports présentant la manière dont les Eglises réagissent au VIH/sida dans les différents pays. Certains participants avaient préparé des études approfondies de la situation de leur pays en ce domaine, y compris des détails des mesures prises par les gouvernements, tandis que d'autres, moins bien informés, n'étaient pas vraiment au courant de la situation et ne pouvaient guère fournir de données valables, tant du point de vue qualitatif que quantitatif. On constate des différences frappantes dans la manière dont les pays affrontent le problème, ce qui souligne la nécessité urgente d'améliorer la conscientisation et l'intensité des réactions.

Le témoignage émouvant d'une personne vivant avec le VIH a «mis un visage» sur les statistiques.

La discussion a porté essentiellement sur l'Eglise et le VIH/sida dans le passé, le présent et l'avenir, ainsi que sur le VIH/sida en tant que source de conflit dans la famille, la société et l'Eglise.

La *deuxième journée* était consacrée aux «défis» - parmi lesquels les problèmes concernant les orphelins et les enfants vulnérables, la stigmatisation, et les questions liées à la sexospécificité - ainsi qu'à la mise en œuvre de stratégies efficaces de lutte contre le VIH/sida grâce à une approche intégrée et avec la collaboration des Eglises, à l'intérieur des pays lusophones et entre eux.

Les Eglises ont aussi été mises en demeure de trouver les ressources nécessaires au financement de leurs programmes en faisant appel aux donateurs non traditionnels: *«Si nécessaire, franchissez les barrières religieuses et unissez vos forces pour avoir accès aux ressources capables de lutter contre la menace du VIH»* (C. Mann).

Une compagnie théâtrale locale a présenté un spectacle montrant que la manière de réagir à la transmission de la maladie et à la stigmatisation est commune à bien des milieux.

Le *dernier jour*, placé sous le thème «Travailler ensemble», a permis de considérer des exemples de réseaux et de domaines de collaboration présentés par Rede Crista (Mozambique), Koinonia (Brésil) et Catholic Relief Services (CRS). En outre, on a présenté le plan d'action de l'EHAIA, qui pourrait constituer une structure de base. La création de réseaux nationaux et la définition de problèmes éventuels et de leurs solutions ont donné lieu à des discussions approfondies.

Des représentants du corps diplomatique et des responsables d'Eglises ont assisté à la cérémonie de clôture, au cours de laquelle on a présenté la «Déclaration de Luanda» (voir encadré, page suivante).

A l'issue de cette cérémonie, de nombreux représentants de divers pays se sont retrouvés spontanément pour de longues heures de discussion sur la manière de poursuivre les efforts.

La Conférence a mis en lumière le sentiment d'isolement qui est celui de nombreux pays africains lusophones en matière de VIH/sida, et leur manque de ressources matérielles qui les empêche de mettre en œuvre des programmes. On y a exprimé la ferme volonté de resserrer les liens et la collaboration entre les pays, ainsi que la nécessité de susciter des réactions plus visibles et efficaces au VIH/sida de la part des fidèles des Eglises. Cette réunion a eu des effets positifs qui sont venus récompenser les efforts accomplis pour son organisation; elle sera certainement à l'origine de relations étroites et d'efforts de soutien mutuels.

Nous exprimons à tous notre profonde gratitude pour leur engagement.

**ORGANISATIONS D'INSPIRATION RELIGIEUSE
DES PAYS DE LANGUE PORTUGAISE
CONFERENCE SUR LE VIH/sida, 24 – 26 MAI 2004**

**DÉCLARATION DE LUANDA
(Résumé des engagements pris)**

Réunis à Luanda, Angola, à l'occasion de cette importante Conférence des organisations d'inspiration religieuse des pays de langue portugaise, nous nous engageons tous ensemble à redoubler d'efforts dans la lutte contre la pandémie du VIH/sida par les moyens suivants:

1. Créer un réseau œcuménique des organisations d'inspiration religieuse des pays de langue portugaise, qui fonctionnera sur la base d'un système de roulement de deux ans en commençant par l'Angola ; ce réseau portera le nom de «Réseau œcuménique des pays lusophones pour la lutte contre le VIH/sida».
2. Créer et soutenir, dans chaque pays membre, un réseau des organisations d'inspiration religieuse, et renforcer les liens de collaboration avec le gouvernement concerné, les ONG et les institutions internationales.
3. Créer des mécanismes de diffusion des informations dans les pays partenaires lusophones (échange de renseignements et partage des bonnes pratiques).
4. Créer les conditions permettant de donner aux réseaux nationaux les moyens de mettre en place et de gérer des projets et programmes relatifs au VIH/sida.

Créer les conditions permettant d'organiser la prochaine conférence au Mozambique, à qui incombera la responsabilité de coordonner et d'organiser l'événement.

Pour la première fois de leur histoire, les Eglises de Madagascar se rencontrent pour parler de la lutte contre le VIH/sida

« Comme le Bulletin EHAIA constitue un lieu d'échanges vivants d'expériences pratiques et spirituelles liées à la lutte contre la propagation du VIH/sida, nous sommes heureux de vous faire parvenir ces quelques lignes de Madagascar ». Vololona Randriamanantena

Au cours de la troisième semaine de juin, à l'occasion de la visite des responsables de l'EHAIA, les docteurs Christoph Mann et Sue Parry, venus dans la Grande Île pour découvrir la réalité locale, les Eglises, les responsables du gouvernement malgache et d'autres associations ont vécu un moment particulier dans leur lutte contre la propagation du VIH/sida.

Certes, les membres de la Fédération des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM), à savoir les Eglises réformée, anglicane, catholique romaine et luthérienne, se retrouvent périodiquement pour des rencontres con-

sacrées à leur engagement dans la vie nationale. Mais c'était la première fois de leur histoire que ces Eglises se retrouvaient pour une réunion de travail consacrée à la lutte contre le sida au siège du Comité national de lutte contre le sida (CNLS) avec les docteurs Mann et Parry.

Ce moment de partage a permis aux Eglises et associations présentes de mieux se connaître afin de pouvoir collaborer à l'avenir. A cette occasion, un grand pas a été fait en matière de lutte contre le sida et de réponse aux défis qu'il pose.

Pour le moment, chaque Eglise agit dans sa propre région en fonction de ses propres moyens et de ses ressources financières, mais au cours de cette rencontre, on a évoqué la possibilité de créer un forum rassemblant toutes les religions de l'île.

Les Eglises sont très influentes, car elles sont présentes même dans les zones les plus reculées. Actuellement, grâce à elles, la sensibilisation à la prévention du VIH/sida touche 50% des paroissiennes et paroissiens.

Pendant 5 ans, l'Eglise a prôné essentiellement l'abstinence et la fidélité, sans évoquer les préservatifs, mais elle doit maintenant examiner comment préconiser concrètement l'abstinence et la fidélité dans son enseignement par la prédication, les études bibliques et ses pratiques en matière de témoignage et d'aide.

Les associations Filadelfia et Fifafi se lancent dans la prise en charge des personnes séropositives.

Cette rencontre a également permis aux représentants des Eglises d'avoir la joie d'être renseignés sur l'initiative œcuménique EHAIA, qui veut rendre l'Eglise compétente en matière de VIH/sida tout en favorisant l'établissement de relations entre les Eglises.

La collaboration entre l'Eglise et l'Etat est très positive dans la lutte contre le sida, comme en témoigne la rencontre avec la directrice du Ministère de la population et avec la responsable de la Présidence de la République.

Nous avons retenu de cette visite que les Eglises sont appelées à relever des défis tels que l'ouverture et la persévérance: l'ouverture aux autres Eglises et confessions présentes dans la Grande Île et à d'autres religions comme l'islam et les religions traditionnelles, pour se libérer de toute forme de comportement contraire à la volonté de Dieu; la persévérance, car étant donné les ressources matérielles et humaines dont l'Eglise dispose, il nous faudra du temps pour atteindre la base de la communauté et lui transmettre un message clair et frappant. L'Eglise est appelée à rester inébranlable dans la participation active et continue à la lutte en cours pour empêcher la propagation du VIH/sida. Elle est aussi appelée à se transformer sur le plan interne pour devenir une communauté d'amour et d'accueil, une Eglise équipée pour servir efficacement.

Les Eglises de Madagascar, corps du Christ, suivent l'exemple du Seigneur en paroles et en actes dans la

lutte contre le sida. Ainsi, les objectifs de l'EHAIA sont aussi les objectifs de ces Eglises, qui souhaitent être compétentes en matière de lutte contre le VIH/sida.

Christian Aid et les relations interreligieuses sur le plan pratique

Une contribution de Christian Aid

Les lignes directrices de Christian Aid précisent que l'organisation collabore avec **des fidèles de toute religion et avec les personnes qui n'en professent aucune**. L'islam, le bouddhisme, l'hindouisme et plusieurs religions traditionnelles rassemblent des centaines de millions de gens qui comptent parmi les plus défavorisés. Si tous doivent être invités au festin de la vie, toutes les formes de coopération et de dialogue interreligieux ont un rôle important à jouer dans les activités en faveur du développement.

Cela est également vrai en ce qui concerne le VIH. L'attitude des personnes à l'égard de la religion joue un rôle déterminant dans leur comportement face au risque, et toutes les activités en faveur du développement doivent tenir compte de leur contexte particulier pour toucher les fidèles des diverses religions.

Les recherches montrent que les rapports entre les convictions religieuses et spirituelles, d'une part, et les conceptions, attitudes et comportements individuels, de l'autre, sont complexes. Les convictions des gens et leur capacité à surmonter le fatalisme semblent étroitement liées à leurs attitudes à l'égard de leur santé sexuelle et de leur faculté de reproduction, ce qui conditionne dans une large mesure les efforts d'éducation et de prévention en matière de VIH. Ces convictions influencent les décisions des gens et doivent être prises en compte dans tous les programmes de prévention qui cherchent à modifier les comportements pour endiguer la progression du VIH. Les campagnes de prévention échouent souvent en dépit des stratégies les mieux élaborées, parce que bien des personnes ne croient pas qu'elles peuvent faire quoi que ce soit pour protéger leur santé.

De nombreux chefs religieux et responsables d'organisations d'inspiration religieuse ont commencé par déclarer officiellement leur refus de participer aux activités en rapport avec le VIH, réticence qui a favorisé le silence et le refus de voir la réalité et qui a même pu aggraver la stigmatisation et la discrimination. Cependant, toutes les religions se sont beaucoup préoccupées du VIH, tant individuellement que collectivement, mais sans accorder suffisamment de place à la coopération et au dialogue interreligieux. En outre, une bonne partie de ces activités sont entravées par une compréhension insuffisante des problèmes et de la situation des personnes touchées, ainsi que par la faible participation des personnes vivant avec le VIH/sida. Les idées dogmatiques, conservatrices ou fondamentalistes sur le VIH, qu'on associe au péché, continuent à avoir cours, même lorsqu'on dispose d'informations sur la maladie.

En outre, les organisations d'inspiration religieuse ont de la peine à comprendre comment les inégalités sociales, y compris entre les sexes, aggravent les problèmes rencontrés par les pauvres – hommes et femmes – et limitent les choix dont ils disposent. La coopération et le dialogue interreligieux sont entravés par les tensions entre les diverses traditions religieuses et au sein de celles-ci, et par leurs différentes manières d'appréhender le VIH.

Ces problèmes montrent qu'il y a encore beaucoup à faire pour développer la coopération et le dialogue interreligieux sur le VIH. Le rôle joué par les responsables des différentes religions est décisif, qu'il s'agisse de chefs spirituels progressistes ou d'organisations enracinées dans la communauté qui travaillent auprès des personnes vivant avec le VIH/sida dans des sociétés qui connaissent le pluralisme religieux.

ANERELA+ / Réseau africain de responsables religieux vivant avec le VIH/sida ou touchés par lui

ANERELA+ a été créé par un groupe de responsables religieux séropositifs, sans distinction de croyance. Sous la conduite de leur coordinateur, le père Japé Heath, ils s'efforcent de constituer en Afrique des réseaux de soutien et de défense avec d'autres responsables religieux dans la même situation. Ils organisent des retraites pour encourager les participants à devenir des porteurs d'espoir et de changement dans leurs paroisses, leurs communautés et leurs pays. Ce réseau connaît une croissance rapide et utilise le potentiel considérable de ses membres, responsables religieux vivant avec le VIH, pour mettre en question et surmonter la stigmatisation, la discrimination, le rejet et la passivité trop souvent associés au VIH et au sida.

Dans la conception de Christian Aid, la coopération et le dialogue interreligieux ont aussi une dimension informelle, au niveau de la base ou de la communauté; ils dépassent les religions établies pour inclure les croyances marginalisées, minoritaires ou moins bien reconnues. Christian Aid n'établit pas de hiérarchie entre des diverses formes de coopération et de dialogue, qu'elles soient officielles ou informelles. Dans le premier cas, la coopération et le dialogue interreligieux sont animés par les responsables spirituels, passent par les structures religieuses officielles et sont considérés importants pour eux-mêmes. Dans le second cas, ils sont liés au contexte, apparaissent naturellement du fait du pluralisme religieux, se déroulent souvent sans référence aux structures ni aux doctrines officielles et peuvent être lancés par des organisations aussi bien laïques que d'inspiration religieuse.

La dimension sexospécifique

Face aux obstacles de l'inégalité sociale, Christian Aid inclut la dimension sexospécifique dans sa conception de l'application pratique de la coopération et du dialogue interreligieux. Les femmes ont souvent moins de pouvoir de décision et d'autorité que les hommes en

matière de responsabilités religieuses, mais en revanche plus de tâches concrètes au niveau de la base.

La religion n'a pas les mêmes effets sur les femmes que sur les hommes, que ce soit au niveau des convictions personnelles ou des institutions sociales. Des recherches montrent que la privation de pouvoir social et économique dont sont victimes certaines femmes est aggravée par le statut inférieur auquel les relèguent certaines religions et par leurs propres convictions. Il arrive que la religion augmente la vulnérabilité des femmes au VIH, alors qu'elle devrait leur donner plus de force. Lorsque la tradition religieuse et ses convictions personnelles s'opposent à ce qu'une femme prenne elle-même ses décisions en matière de sexualité, elle devient plus vulnérable au VIH.

Mais il existe aussi des exemples de cas où les convictions religieuses libèrent les femmes de l'oppression ou leur permettent d'améliorer leur statut dans la communauté. Des études montrent que les différentes religions ont des conceptions différentes de la sexualité et de la santé, qui influencent la manière dont les femmes perçoivent les risques. Les femmes jouent des rôles importants dans la vie familiale et communautaire et sont souvent tout aussi engagées dans les activités religieuses quotidiennes que les hommes – si ce n'est davantage. S'ils sont constructifs, la coopération et le dialogue interreligieux qui s'adressent aux femmes peuvent constituer des atouts considérables dans la lutte contre le VIH. En effet, les femmes sont souvent directement responsables de la santé et de l'éducation religieuse de leurs enfants, qui jouent l'une et l'autre un rôle important en matière de prévention du VIH. L'engagement, la participation et la responsabilité des femmes et des enfants dans la coopération et le dialogue interreligieux en matière de VIH doivent constituer une préoccupation prioritaire des religions, des gouvernements et des ONG.

Un petit nombre seulement de programmes nationaux de Christian Aid mentionnent explicitement l'importance de la coopération et du dialogue interreligieux, ce qui peut s'expliquer dans certains cas par la complexité du contexte religieux. Mais on constate aussi que dans d'autres pays, on n'accorde pas suffisamment d'attention au potentiel que recèlent cette coopération et ce dialogue lorsqu'il s'agit de surmonter les obstacles au développement et à l'amélioration de la santé publique; on se prive ainsi de chances précieuses. La dimension œcuménique de Christian Aid et sa présence dans des pays qui connaissent le pluralisme religieux devraient lui permettre d'évaluer ces chances de manière compétente. A l'avenir, il conviendra de mettre davantage l'accent sur le dialogue interreligieux.

Nouveaux livres et documents d'information disponibles auprès des Publications du COE, C.P. 2100, 1211 Genève 2, Suisse, E-mail: publications@wcc-coe.org

AfricaPraying: A Handbook on HIV/AIDS Sensitive Sermon Guidelines and Liturgy (Prier en Afrique : recueil de conseils sur des prédications et des liturgies sensibles aux problèmes du VIH/sida). **En anglais seulement.** Publié sous la direction de Musa W. Dube, 2003. Prix : USD 17.50. Ce manuel s'adresse à toutes les personnes confrontées aux situations créées par cette épidémie relativement nouvelle – responsables et collaborateurs d'Eglises, moniteurs d'école du dimanche, animateurs de jeunesse, laïcs. Il a pour but de « préparer les responsables et collaborateurs d'Eglises à pratiquer des stratégies propres à rompre le silence et la stigmatisation qui entourent le VIH/sida en créant une Eglise de compassion et de guérison », et cherche à « les aider en montrant comment la foi chrétienne nous appelle à servir et à guérir le monde et le peuple de Dieu ». Le manuel est divisé en cinq chapitres consacrés aux thèmes suivants : lignes directrices concernant les prédications et schémas de cultes allant des mariages aux funérailles ; moments importants pour l'Eglise tels que Noël et Pâques ; attitudes de compassion ou de discrimination ; paroisses composées de jeunes ou de personnes âgées ; et réalités sociales telles que la pauvreté et l'inégalité entre les sexes. (*Si vous vivez en Afrique, vous pouvez commander ce livre auprès de votre coordinateur ou coordinatrice régional(e), gratuitement.*)

AIDS, Meeting the Challenge, Data, Facts, Background (Affronter le défi du sida : données, faits, histoire), par Sonja Weinreich et Christoph Benn, 2004. Prix : USD 14.90. **En anglais seulement.** Cet ouvrage fournit une information essentielle aux groupes qui travaillent au niveau local, régional ou mondial pour prévenir la propagation de l'infection et offrir un traitement humain et des ressources communautaires aux personnes vivant avec le VIH/sida. Il se fonde sur l'expérience et la recherche personnelles des auteurs, engagés dans la campagne d'éradication du sida. Ceux-ci passent en revue les faits médicaux et prennent également en considération les questions sociologiques, psychologiques et théologiques qui surgissent inévitablement. Ce livre est un condensé de l'information qui existe actuellement sur les crises du VIH/sida, avec des indications sur la manière dont les lecteurs peuvent mettre à jour leurs connaissances face aux changements constants qui interviennent dans les données de base, les développements scientifiques et la masse de documentation spécialisée. Parmi les nombreux sujets abordés figurent des chapitres sur la transmission du

VIH, la vulnérabilité à l'infection, les contextes socio-économiques, la stigmatisation et la discrimination, la prévention, les soins, la thérapie antirétrovirale, les activités de promotion et de lobbying, ainsi que des réflexions sur les Eglises, la théologie et le VIH/sida. (Si vous vivez en Afrique, vous pouvez commander ce livre auprès de votre coordinateur ou coordinatrice régional(e), gratuitement.)

CD ROM: Matériel d'information à l'usage des Eglises et des communautés (composé en juin 2004). Ce CD-ROM contient tous les documents en rapport avec le VIH/sida publiés par le COE de 1986 à 2003 : déclarations et études du COE, déclarations des Colloques de responsables d'Eglises africains, documents de référence, documents d'enseignement et de formation,

matériel liturgique et autres documents. **Un certain nombre de ces documents et publications existent également en français et en espagnol.** (Si vous vivez en Afrique, vous pouvez obtenir ce CD auprès de votre coordinateur ou coordinatrice régional(e), gratuitement. Si vous êtes d'un autre continent, veuillez adresser votre demande à Tania Zarraga, à l'adresse tz@wcc-coe.org.)

Nous avons le plaisir d'informer nos lecteurs qu'à dater du 1^{er} septembre 2004 **Charles Klagba**, originaire du Togo, sera notre **nouveau consultant en théologie**. Charles a fait des études de théologie et de philosophie à Porto-Novo, Bénin, et obtenu un diplôme de troisième cycle en études pastorales à l'Université de Birmingham. Il parle couramment le français et l'anglais. Nous lui souhaitons une chaleureuse bienvenue au programme EHAIA.

Bureaux d' EHAIA en Afrique

Afrique centrale: Hendrew LUSEY GEKAWAKU, c/o Quartier Général de l'Armée du Salut, B.P. 8636, Kinshasa-Gombe, DRC, Tel.: +243 9920108, Email.: hendrewlusey@yahoo.fr

Afrique de l'Est: Jacinta Maingi, c/o Norwegian Church Aid, P.O.Box 52802, 00200 Nairobi, Kenya, Tel.: +254 2 608299; Fax.:+254 2 608511; E-mail: jmaingi@wcckenya.org

Afrique australe: Dr. Sue PARRY, Private Bag CH 7408, Harare, Zimbabwe, Tel.: +263 91 723961; E-mail: sueparry@mweb.co.zw

Afrique de l'Ouest : Ayoko Bahun-Wilson, c/o FECCIWA, P.O. Box CT4317, Cantonment, Accra, Ghana, Tel.: +233 21 779503; Fax: +233 21 779504 /507194; E-mail: ayokowilson@yahoo.fr

Consultant en Théologie: Charles Klagba, c/o AACC Regional Office West Africa, B.P. 2268, Lomé, Togo, Tel. +228 215 924; Fax: +228 215 266, E-mail: cetatogo@netcom.tg

